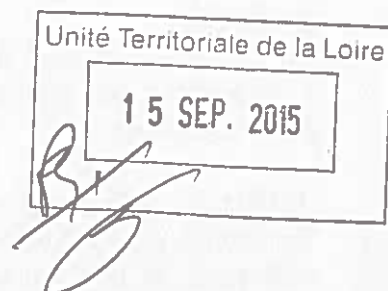


PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 386 /DDPP/15
portant mise en demeure**

Le préfet de la Loire



VU le titre I du livre V et le titre VII du livre I du code de l'Environnement et notamment les articles L. 171-8 et L. 511-1 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 363/2014/DDPP du 10 septembre 2014 réglementant les activités exercées par la société MANITOWOC Cranes Group France sur le territoire de la commune de SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU, 803 route de Pouilly ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 30 juillet 2015, établi suite à la visite d'inspection réalisée le 22 juillet, constatant que certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation du 10 septembre 2014 susvisé ne sont pas respectées ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas transmis le plan de gestion des solvants et l'étude technico-économique pour la réduction des émissions de COV, conformément aux dispositions des articles 8.2.1.1.2 et 3.2.6 de l'arrêté d'autorisation du 10 septembre 2014 susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas transmis le détail des dispositifs mis en place pour la défense incendie, conformément aux dispositions de l'article 7.2.6 de l'arrêté d'autorisation du 10 septembre 2014 susvisé ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas transmis les résultats des contrôles concernant la protection des installations contre la foudre, conformément aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté d'autorisation du 10 septembre 2014 susvisé ;

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 6.1.1 et 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1999 susvisé ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, les prescriptions des articles 3.2.6, 7.2.6, 7.3.3, 8.2.1.1.1 et 8.2.1.1.2 de l'arrêté d'autorisation du 10 septembre 2014 susvisé ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 :

La société MANITOWOC Cranes Group France, dont le siège social est situé 66 chemin du Moulin Carron 69570 DARDILLY, est mise en demeure, pour son site situé 803 route de Pouilly, de :

- transmettre sous trois mois à l'Inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'étude technico-économique pour la réduction des émissions de COV intégrant les mesures prises pour la réduction des rejets diffus

- programmer, réaliser et transmettre sous trois mois à l'Inspection des installations classées et au SDIS le détail précis des dispositifs mis en place pour la défense incendie
- transmettre sous trois mois à l'Inspection des installations classées les résultats et analyses des contrôles concernant la protection contre la foudre de ses installations

Article 2 :

En cas de non respect de l'article 1 du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales, il pourra être fait application des mesures prévues par les articles L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et recours :

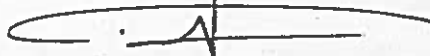
En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 – Exécution :

Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 28 AOUT 2015

Pour le Préfet
et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet


Patrick VIELLECAZES

copies adressées à :

- Société MANITOWOC Cranes Group France
66 chemin du Moulin Carron
69570 DARDILLY
- Société MANITOWOC Cranes Group France
803 route de Pouilly
42190 SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU
- Sous-Préfecture de Roanne
- Monsieur le maire de SAINT NIZIER SOUS CHARLIEU
- Inspection des installations classées DREAL – unité territoriale de la Loire
- Archives
- Chrono